



Edouard Philippe, 1^{er} ministre sera du 13 au 15 décembre à Cahors.

Les premiers de cordée descendent à Cahors pour porter la bonne parole de la capitale au petit peuple rural !

Ils viennent nous expliquer comment dans les territoires ruraux nous ferons plus avec moins de moyens financiers et encore moins de services publics.

Le gouvernement, avec l'appui de certains de nos élus locaux, poursuit la politique de casse de nos services publics, nationaux et locaux, ainsi que nos droits sociaux.

Les inégalités économiques et sociales se creusent entre grandes villes et petites communes. Quel avenir pour nos enfants dans nos territoires ruraux s'ils sont délaissés au profit des grandes métropoles ?

Par l'approbation de traités tel que CETA, l'agriculture paysanne, est mise à mal au profit des exploitations productivistes et au détriment de l'environnement.

Ils ferment nos écoles rurales par simple souci comptable, empêchant toute nouvelle installation dans nos villages.

Ils ferment nos bureaux de postes, nos perceptions, nos gares, des lignes directes de train, nos maternités comme à Figeac, Decazeville, nos prud'hommes et tribunaux (Figeac)...

Les horaires d'ouverture au public sont de plus en plus restreints quand l'humain n'y est pas remplacé par une simple borne. Tout est renvoyé à internet alors que de nombreux lotois n'ont pas d'accès au numérique à haut débit.

Les services publics de proximité sont indispensables pour tous les Citoyens Lotois, et sont une source d'attractivité pour les nouveaux arrivants (population et entreprise).

Tous ensemble, Citoyens, Usagers, Elus locaux, il est urgent d'organiser la résistance citoyenne. Revendiquons :

- un aménagement du territoire dans lequel la ruralité est une chance et non une charge !
- la reconquête de nos services publics de proximité, le développement humain durable.

**RASSEMBLEMENT CITOYEN LE JEUDI 14 DECEMBRE à 14H00
DEVANT LE PARC DES EXPOSITIONS de CAHORS-LALBENQUE**



Jeudi 14 Décembre, interpellons le Ministre POUR NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS, NOTRE PROTECTION SOCIALE, NOS SERVICES PUBLICS !

Edouard Philippe, 1^{er} ministre et son gouvernement seront du 13 au 15 décembre à Cahors ! Les premiers de cordée descendent à Cahors

Lui et ses ministres nous enlèvent nos droits de salariés par ordonnances : plafonnement des licenciements, casse du code du travail qui régit le droit de tous les salariés, casse du droit à la protection physique et psychologique des salariés (fin des Comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail), casse du droit de regard sur la stratégie économique des entreprises avec la fusion des instances représentant les salariés.

Ils nous font payer la sécu par l'impôt CSG au lieu de prélever un peu de la richesse que nous créons dans les entreprises.

Ils nous enlèvent des APL qui aident à se loger.

Ils gèlent nos pensions de retraite déjà maigres après une vie de travail.

Ils gèlent le point d'indice, ils suppriment le paiement du jour de carence et promettent la suppression de 120000 postes dans la fonction publique.

Ils suppriment les emplois aidés au lieu de les embaucher en CDI ou de les titulariser.

Ils donnent, par des traités comme le CETA, le pouvoir aux multinationales de sacrifier nos paysans et notre souveraineté alimentaire pour leurs profits, de contester le droit des peuples à disposer de leurs propres règles sociales (SMIC, protection sociale...)

Ils veulent à nouveau raboter nos retraites en la livrant à la capitalisation (retraite par point).

Ils veulent raboter les droits au chômage et pousser les privés d'emploi à tout accepter.

Ils veulent geler et déréglementer le salaire minimum SMIC.

Ils continuent de faire des cadeaux aux entreprises : exonérations de cotisations sociales 40 Mds d'€, CICE (Crédits Impôt Compétitivité ~~Emploi~~) 40 Mds d'€ et cela sans aucune contrepartie.

Ils laissent la fraude fiscale 80 Mds d'€, grever le budget de l'état et affaiblir le financement de notre protection sociale à la hauteur des besoins. Ils laissent échapper à l'impôt des sommes colossales des grands groupes par des législations permettant « l'optimisation fiscale » (paradise papers), bref la fraude légalisée.

Rien ne justifie toutes ces régressions sociales !

La richesse que nous créons doit revenir au progrès social, au développement humain durable.

Jeudi 14 décembre, mobilisons nous, interpellons le 1er Ministre, revendiquons :

- *de véritables mesures de progrès social en faveur des salarié·e·s, des jeunes, des privés d'emploi, des retraité·e·s.*
- *la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires et le renforcement des garanties collectives ;*
- *le développement des services publics de proximité pour améliorer le quotidien des populations dans tous les territoires ;*
- *la relocalisation des emplois sur le territoire dans l'industrie, dans l'agriculture*
- *la reconquête d'une Sécurité sociale de haut niveau, solidaire, universelle, à partir des richesses créées par notre travail.*

**Salarié·e du public, du privé, étudiant·e, jeune, retraité·e,
paysan·ne, précaire ou privé·e d'emploi,**

**Ensemble, manifestons Jeudi 14 décembre à 14h00
DEVANT LE PARC DES EXPOSITIONS de CAHORS-LALBENQUE**